

LA PRESSE EN REVUE...



VENDEDI 15 MAI 2015

SOMMAIRE

- 1) Un simple citoyen serait déjà en prison...
- 2) Le lycée moderne !
- 3) Des « scandales à partir de rien »
- 4) Les Républicains et les ramassis ??!?
- 5) Ignore-t-il...
- 6) Au Sénat le PS avec les Ripouxblicains
- 7) Le visionnaire
- 8) Elles aiment le risque...



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Fraude fiscale : le dossier Balkany transmis au parquet national financier



Crédit photo © Reuters

L'état se resserre autour des Balkany... La Haute Autorité pour la transparence de la vie publique a transmis mardi au parquet national financier les dossiers du député UMP Patrick Balkany et de son épouse Isabelle. Après avoir examiné les déclarations du couple, établies en 2012 et en 2014, elle estime "qu'il existe un doute sérieux quant à l'exhaustivité, l'exactitude et la sincérité de leurs déclarations de situation patrimoniale, du fait de la sous-évaluation manifeste de certains actifs et de l'omission de biens mobiliers et immobiliers".

"En application de l'article 40 du code de procédure pénale, la Haute Autorité a jugé nécessaire de porter l'ensemble de ces faits, susceptibles de constituer des infractions pénales, à la connaissance du procureur de la République financier et lui a transmis l'ensemble des deux dossiers", écrit l'instance dans un communiqué.

Des oublis ?

D'après les informations d'Europe 1, le couple "aurait déclaré un patrimoine de 90.000 euros nets, oubliant, entre autres, trois montres de luxe dont la valeur totale serait estimée à 40.000 euros". Les parts dans la résidence de Giverny, dans l'Eure, léguée par le couple à ses enfants, mais dont Isabelle et Patrick Balkany ont l'usufruit, auraient été sous évaluées à hauteur de 60%... ce qui représenterait plusieurs centaines de milliers d'euros.

Le maire de Levallois-Perret (Hauts-de-Seine) et son épouse, qui est aussi sa première adjointe, sont déjà visés par une enquête pour blanchiment de fraude fiscale dans laquelle les juges cherchent à savoir si le couple a cherché à dissimuler une partie de ses avoirs au fisc. Patrick Balkany, dont l'immunité parlementaire a été levée au mois de mars, est mis en examen pour corruption passive, blanchiment de corruption et blanchiment de fraude fiscale. Isabelle Balkany est mise en examen pour blanchiment de fraude fiscale...

Claire Lemaitre — ©2015, Boursier.com

LAPRESSEENREVUE.EU

II) Dans ce lycée public du Val-de-Marne, elles viennent étudier en tenue islamique



Le journal Le Parisien a interviewé une lycéenne qui a décidé de porter une tenue islamique dans son établissement scolaire.

C'est ainsi qu'à la sortie d'un lycée public du Val-de-Marne (94), cette jeune fille explique son choix de porter ce vêtement religieux. Dans les murs de l'établissement, elle enlève son voile mais garde cette tunique au dessus de ses vêtements.

La jeune musulmane déclare devant les caméras :

“ C'est pour ça que j'ai choisi ce lycée car apparemment ils acceptent.

La direction du lycée qui laisse donc faire n'a pas souhaité communiquer sur le sujet.

Au lycée, des étudiantes en tenues islamiques par leparisien

http://www.dailymotion.com/video/x2prn5m_au-lycee-des-etudiantes-en-tenues-islamiques_news

novopress.info



III) Ménard, les jupes longues et autres feuillets à obsolescence programmée

L'auteur



Daniel SCHNEIDERMAN

Cette capacité du système, à créer des scandales à partir de rien ! Prenons l'affaire Ménard, ce maire de Béziers qui compte les petits Mohammed de sa commune, mais sans fichier, n'est-ce pas, en calcul mental. Il faut se souvenir comment démarre l'affaire Ménard, pour voir comment les feuillets médiatiques s'autogènèrent, s'autoengendrent. Dans la chaîne des causalités, l'affaire démarre d'abord parce que l'émission Mots croisés, de France 2, a décidé que le sujet de la semaine était le psychodrame entre Marine et Jean-Marie Le Pen.

Ce choix lui-même n'a rien d'évident. Mots croisés aurait pu choisir d'évoquer la loi sur le renseignement, votée le même jour à l'Assemblée, ou la loi Macron, actuellement en discussion au Sénat dans l'indifférence générale. Mais l'émission a préféré Le Pen, parce qu'elle sait que les affaires Le Pen font de l'audience, tout aussi mécaniquement que Match consacre régulièrement sa une aux Grimaldi.

Les belligérants Le Pen et leurs proches ayant décliné l'invitation, on s'est rabattu sur les bons clients habituels, ceux qui ne refusent jamais, dont Robert Ménard, donc. Lequel dégaine sa statistique à décimale - «il y a 64,6% d'élèves de confession musulmane à Béziers» - dans le feu du débat. Mais personne ne relève. Et il faut attendre la question d'un téléspectateur sur Twitter, à la toute fin de l'émission, pour que Robert Ménard confirme qu'il établit des statistiques de petits Mohammed de sa commune, même s'il n'en a pas le droit. C'est parti pour l'emballage : indignation immédiate sur Twitter, relayée par les politiques, rétropédalage baroque de Robert Ménard, perquisition à la mairie, convocation de Robert Ménard par la police, et fin (provisoire ?) de la séquence le surlendemain matin.

En d'autres termes, si Mots croisés avait décidé de traiter d'un autre sujet, il n'y aurait pas eu

d'affaire Ménard, affaire se subdivisant ensuite en polémique politique, en «sujet de fond» (faut-il ranimer le débat sur les statistiques ethniques ?), et en quolibets pour chroniqueurs d'émissions d'avant-soirée (regardez dans ces extraits le rétropédalage de Robert Ménard, regardez bien, trop drôle, vraiment trop drôle). Autrement dit, les sujets s'autoengendrent, et la polarisation crée la polarisation. Plus le système décide que les ménarderies, les proto-ménarderies, les paramenarderies sont des sujets importants, plus il génère, mécaniquement, de sous-sujets.

Ce qui est vrai pour le feuilleton Ménard l'est tout autant pour tous les feuillets jumeaux, celui de la veille, celui du lendemain. La veille, justement, ou l'avant-veille, la même capacité d'indignation avait été mobilisée par l'affaire de la jupe longue - une collégienne de Charleville-Mézières exclue de son collège pour port de jupe trop longue, habit présumé témoigner de convictions religieuses ostentatoires. Même mécanique : indignation et quolibets sur les réseaux sociaux, prompt réaction ministérielle, tout juste cette fois a-t-on échappé de peu à l'annonce du vote d'une nouvelle loi. Et dans les jours suivants, répliques, comme après un tremblement de terre : apparition d'un nouveau cas de jupe trop longue dans le Loiret, etc.

Outre la mécanique, toujours la même, le plus fascinant dans ces feuillets à obsolescence programmée est leur capacité d'autodissolution, après une durée de vie de vingt-quatre heures. Cela les rend d'ailleurs invulnérables à toute tentative de pensée critique, de mise en perspective, ou d'enquête précise sur les faits. Autant tirer des bulles de savon au ball-trap. A Béziers, il apparaît très improbable qu'existe un fichier des prénoms musulmans en bonne et due forme, et très probable que Robert Ménard a divagué sur le plateau de France 2. A Charleville-Mézières, il apparaît qu'un groupe de collégiennes, par le port concerté de jupes longues, cherchait à provoquer la direction du collège, après avoir été réprimandé pour port de voile. Mais ici comme là, ces précisions ne parviendront au public qu'après la fin de l'emballage. Le commentaire voyage à la vitesse de la lumière, quand l'enquête passe péniblement le mur du son.

Daniel SCHNEIDERMAN



IV) Les partis politiques méritent rarement leur nom

Eric Dupin



À gauche, Nicolas Sarkozy le 24 avril 1999, président par intérim du RPR (REUTERS); à droite, le 29 mars 2015, président de l'UMP (REUTERS/Christian Hartmann)

Nous prenons peut-être un peu trop au sérieux le nom que se donnent, en toute liberté et fantaisie, les partis politiques français.

La polémique provoqué par l'intention de Nicolas Sarkozy de rebaptiser l'UMP «Les Républicains» est largement vaine. Formellement, la manœuvre est effectivement condamnable. L'historien Jean-Noël Jeanneney s'est indigné de «l'affirmation d'un monopole, qui rejette tous les autres hors de ce nom lumineux» de République. La gauche s'est également alarmée d'une tentative de «captation d'héritage».

C'est peut-être prendre un peu trop au sérieux le nom que se donnent, en toute liberté et fantaisie, les partis politiques français. C'est aussi oublier que la droite de notre pays, n'osant jamais se présenter comme telle, s'est de longue date réfugiée sous le drapeau républicain.

Étiquettes décollables à droite

Une magnifique illustration du peu de sens affecté au nom d'un parti est donnée par la genèse de l'actuelle UMP. Formation réunissant la plupart des courants de la droite française à l'occasion de l'élection présidentielle de 2002, l'UMP signifia d'abord platement «Union pour la majorité présidentielle». L'impératif électoral gommait toute connotation idéologique.

Cherchant, par la suite, à conserver le signe UMP, ses dirigeants la rebaptisèrent «Union pour un mouvement populaire». Une définition sociologique plutôt plaisante eu égard au profil, pas particulièrement défavorisé, des adhérents et

électeurs de ce parti. Sa branche junior, les «Jeunes populaires», a tôt pris conscience du comique de la situation, préférant astucieusement se faire appeler «jeunes pop»...

La droite gaulliste, on le comprendra aisément, s'est longtemps affirmée en défense de la Ve République. D'où l'UNR (Union pour la Nouvelle République) des années 1960 puis l'UDR (Union pour la défense de la République) des années 1970 et enfin le RPR (Rassemblement pour la République) des années 1980 et 1990.

Nécessité périodique de redorer le blason

La référence à la République est constante au milieu de changements de sigles qui doivent beaucoup à la nécessité périodique de redorer le blason terni d'une formation régulièrement aux prises avec de pénibles scandales. La marque imprimée par un nouveau chef incite aussi à trouver un nouveau nom. Les «Républicains» de Sarkozy s'inscrivent, de ces différents points de vue, dans une filiation peu contestable.

Nominalisme partidaire à gauche

À gauche, le rapport au nom des partis n'est guère plus sain, mais en sens inverse. Dans ce camp-là, on vénère d'autant plus l'étiquette que le contenu du flacon politique varie. Le Parti socialiste porte ce titre depuis 1969. Une fidélité sémantique qui ne l'a pas empêché de naviguer de la «rupture avec le capitalisme» des années 1970 à l'ambition de «retrouver l'esprit industriel du capitalisme» aujourd'hui.

Révissionniste à visage ouvert, Manuel Valls avait suggéré d'abandonner une référence «socialiste» devenue obsolète. Il verrait bien le PS se muer en Parti démocrate. Mais Jean-Christophe Cambadélis n'a pas manqué de se poser en gardien du temple. Plus le mot socialiste est vidé de son contenu et plus les militants, voire les sympathisants du parti, y restent sentimentalement attachés.

Le Parti communiste français est ainsi nommé depuis 1920. Les adversaires du PCF se sont longtemps moqués de son nom. L'extrême droite dénôçait le PC«F» tandis que les maoïstes ironisaient sur le P«C»F. Le «communisme» auquel le discours de ce parti ne fait pratiquement plus jamais référence est relégué au range de symbole idéologique perdu dans son abstraction.

Les Front nationaux

On l'oublie souvent, le Front national fut un mouvement de la Résistance intérieure, impulsé par le PCF en 1941-42, avec le titre complet de «Front national de lutte pour la libération et l'indépendance de la France». Curieusement, les communistes de l'époque avaient repris le titre de «Front national» utilisé par les ligues nationalistes dans les années 1930 pour appeler leur organe de coordination.

Le FN est revenu à l'extrême droite en 1972 avec la création du parti dirigé par Jean-Marie Le Pen. L'expression est assez mensongère si l'on songe que cette formation n'a jamais précisément unifié la nation française. Ce marquage historique du FN justifie la volonté de changer le nom d'une formation en évolution depuis la présidence de Marine Le Pen –et plus encore depuis la mise à l'écart de son père.

Le directeur de cabinet de Florian Philippot, l'influent vice-président du FN, a récemment déposé le titre «Les Patriotes» à l'Inpi. Il jure que ce n'est pas dans la perspective d'un changement de nom de sa formation mais cette proposition pourrait paraître séduisante à certains néofrontistes. Là encore, on hurlerait certainement à une odieuse tentative de hold-up sur le patriotisme. Mais peut-être serait-il préférable d'observer tous ces jeux d'étiquette avec un large sourire.



LAPRESSEENREVUE.EU

V) Hollande ignore-t-il ce qui le rend si impopulaire ?

Roland Hureaux Essayiste et élu local

L'Insee l'a annoncé : la croissance au premier trimestre, en atteignant 0,6 % du PIB, s'est révélée un poil plus forte que prévue. Mais pour l'essayiste Roland Hureaux, "même si l'emploi et la croissance redémarreraient en flèche, l'actuel président ne doit pas espérer redresser sa courbe de popularité." Pour une raison simple : "Un vrai chef, explique-t-il, doit être libre par rapport aux puissances étrangères." Et Hollande se montre, selon lui, trop "inféodé" à Washington et Berlin...



CHAMUSSY/SIPA

Le président Hollande a dû être épaté, comme d'autres, par la réélection facile de David Cameron à la tête du Royaume-Uni. De même doit-il être sidéré, lui qui plafonne à 15% d'opinions favorables de voir Poutine à près de 80%. La différence de régime n'explique pas tout.

Il se tromperait fortement s'il imaginait que la situation économique y est pour quelque chose. Elle n'est pas meilleure en Russie qu'en France. Non, le ressort fondamental qui fait qu'un chef d'Etat ou de gouvernement est populaire ou ne l'est pas est, depuis l'aube des temps, son rapport au sentiment national.

Poutine incarne la fierté russe ; les Russes ont le sentiment d'être avec lui à la fois honorablement représentés et défendus. Et plus les pays occidentaux lui marquent leur hostilité, plus ce sentiment est fort. Cameron est, certes, presque autant que Hollande, inféodé aux Etats-Unis mais c'est moins gênant, compte tenu des liens historiques entre les deux pays, pour un Anglais

que pour un Français. Surtout il ne l'est pas à l'Europe de Bruxelles et c'est cela qui importe aux Britanniques, de plus en plus hostiles à celle-ci. Les performances économiques de la Grande-Bretagne ne sont d'ailleurs pas sans rapport avec le fait qu'il n'est pas lié par les contraintes de l'euro, ce qu'oublient de dire ceux qui se réfèrent à ces performances pour tourner en ridicule la France. Les Ecossais n'ont pas fait le choix de l'indépendance lors du dernier référendum mais ils savent qu'ils peuvent compter sur le parti indépendantiste, plus que sur tout autre, pour défendre l'Ecosse ; ils lui ont pour cela donné massivement leurs voix.

Il est peu probable qu'Hollande connaisse le livre de Gaston Fessard, jésuite entré très tôt dans la Résistance, intitulé *Le Prince esclave*, une expression qu'il applique à Pétain. Le théologien explique que Pétain ne peut être tenu pour le chef (un « prince ») légitime des Français parce qu'il lui manque la qualité première qui fait la légitimité du chef : la liberté. La nécessité que le chef soit libre est un principe anthropologique fondamental qui vaut autant dans les tribus africaines que les empires asiatiques, pour les rois comme pour les gouvernements républicains. Un vrai chef doit être libre non seulement par rapport aux puissances intérieures (financières notamment), mais surtout par rapport aux puissances étrangères. S'il a quelques attaches, voire quelques liens de subordination avec quiconque, ses concitoyens peuvent penser qu'il ne sera pas disponible pour faire ce qu'ils attendent de lui avant tout : défendre leurs intérêts. D'autres intérêts, éventuellement contraires aux leurs, passeront en premier. Il ne sert donc à rien. Il perd sa légitimité.

L'actuelle négociation du traité transatlantique, que François Hollande, appuie au point de trouver qu'elle ne va pas assez vite, montre au passage ce que veut dire le conflit entre des intérêts étrangers et ceux du peuple français.

Les socialistes qui invoquent à tort et à travers Pétain pour stigmatiser la droite ou l'extrême droite feraient bien de considérer ce qu'est l'attitude d'Hollande face au pouvoir de Washington, voire à celui de Berlin.

Pourquoi donc n'honore-t-il pas la signature de la France en livrant les Mistral (au point d'imposer à notre pays aux finances exsangues deux milliards de dédit) ? Même Sarkozy qui ne passe pas pour un antiaméricain primaire réclame cette livraison.

Il était tellement facile à Hollande de dire à ses partenaires qu'il ne faisait qu'exécuter un contrat qui avait été conclu avant lui et que la signature de la France l'obligeait. Mais il y a eu un veto américain et il n'a pas osé passer outre. Comme les Mistral n'intéressent personne d'autre que les Russes, même pas la Marine française, il est aujourd'hui question de les détruire. De les saborder ! Comme la flotte française à Toulon se saborda en novembre 1942, parce que le gouvernement de Vichy était trop inféodé à Hitler pour lui laisser prendre le large. Qui parle de Pétain ?

Mais le comble de la honte pour ceux qui aiment leur pays, à commencer par Jean-Luc Mélenchon, faisant chorus pour l'occasion avec Jacques Myard et Marine Le Pen, a été atteint ce 9 mai avec le refus du président français d'assister aux cérémonies par lesquelles la Russie célèbre le 70e anniversaire de sa victoire sur l'Allemagne nazie. Même si nous sommes aujourd'hui en situation de tension avec la Russie de Poutine — pour des raisons qui d'ailleurs restent à approfondir — l'importance de cette cérémonie, les événements à la fois tragiques et grandioses qu'elle commémore, le pacte de sang qui, depuis la guerre de 1939-1945, lie les Français aux Russes exigeaient une représentation au plus haut niveau — d'autant que le président Poutine avait eu, lui, la courtoisie d'être venu célébrer avec nous le Débarquement en Normandie.

On dira ce qu'on voudra de la victoire russe de 1945 : que le patron de l'URSS était Staline qui ne valait pas mieux, à certains égards, qu'Hitler, qu'avec un plus grand ménagement des hommes, elle aurait pu être acquise à moindre coût, que les Russes ont été aidés par des livraisons de matériel américain. Peut-être, mais le sacrifice de tant d'hommes (22 millions) mérite un respect d'autant plus grand que l'effort russe a contribué plus que tout autre à libérer le territoire français : on peut discuter pour savoir si les Russes seraient finalement arrivés à Berlin sans les Américains, on ne peut nier que si toutes les divisions mobilisées à l'Est avaient été en Normandie, la France serait restée occupée.

Dans ce lamentable épisode, François Hollande a montré encore une fois qu'il n'est pas un chef indépendant et que donc il n'est pas un chef.

Même si l'emploi et la croissance redémarreraient en flèche (on peut toujours croire au Père Noël !), tant que les Français auront le sentiment d'être gouvernés par quelqu'un dont la soumission à des

puissances étrangères leur fait chaque jour un peu plus honte, l'actuel président ne doit pas espérer redresser sa courbe de popularité.



VI) Congrès du PS : Christian Paul dénonce l'attitude du groupe PS au Sénat sur la loi Macron

Christian Paul, chef de file de la motion de l'aile gauche et des "frondeurs" pour le congrès de Poitiers, a fustigé mardi l'attitude du groupe PS au Sénat sur la loi Macron, "modifiée et durcie par la droite".

"Le groupe socialiste au Sénat a décidé, en présence du Premier ministre, de ne pas s'opposer au projet de loi +Macron+ réécrit par la majorité UMP-UDI", écrit M. Paul dans un communiqué. Le groupe PS, auquel Manuel Valls a rendu visite mardi matin, a décidé de s'abstenir sur ce projet de loi.

"Le texte voté (ce mardi) après-midi accentue fortement l'orientation libérale du projet initial. L'abstention de la plupart des sénateurs socialistes n'en est que plus stupéfiante", ajoute-t-il.

"L'abstention du groupe socialiste au Sénat envoie comme message au pays, aux salariés, aux organisations syndicales, que ce texte - caricature d'un projet de loi qui divisait déjà profondément la gauche - serait suffisamment acceptable ou soutenable pour ne pas s'y opposer", estime-t-il.

"Nous demandons aux socialistes de réagir collectivement, de s'opposer avec fermeté à un texte porteur de régressions sociales et qui fragilise dangereusement les conditions de travail des salariés", ajoute le député de la Nièvre.

M. Paul souligne que "le nouveau texte revient sur l'obligation d'accords collectifs sur les contreparties pour l'ouverture dominicale dans les zones commerciales et touristiques" et que "la majorité de droite a donné aux maires la

possibilité d'ouvrir les commerces douze dimanches dès 2015, quand le Parti socialiste défend +officiellement+ un maximum de 7 dimanche".

Il déplore aussi que le texte "assouplisse" le compte pénibilité ou "allège le régime juridique des accords de maintien de l'emploi".

publicsenat.fr

VII) Réforme du collège: "un million de Français dans la rue"?



Par Bruno Roger-Petit

Julien Dray a fait cette prédiction à François Hollande, si Manuel Valls et Najat Vallaud-Belkacem persistent et signent. Et s'il avait raison?



La ministre de l'Education affirme que "la réforme du collège ne bougera plus". (Poree Audrey-Pool/SIPA)

Julien Dray est devenu la Cassandra de François Hollande. Qui dit tout haut au président, le soir, ce que personne n'ose plus lui dire le jour. Et souvent, Julien Dray a raison. Parce qu'il est de ces derniers rares socialistes, loin de la bourgeoisie de l'Etat-PS, à sentir les mouvements de l'opinion.

Si l'on en croit l'écho rapporté cette semaine par Nicolas Domenach dans Challenges, Julien Dray a mis en garde François Hollande. Le dossier de la réforme du collège, mal initié par Najat Vallaud-Belkacem, soutenu corps et âme par le Premier ministre, Manuel Valls, est en passe de se transformer en remake du Mariage pour tous. "Si tu ne recules pas sur la réforme des collèges" a dit Julien Dray au président, "il y aura, à la rentrée

prochaine, un million de personnes dans la rue mobilisées par la droite qui n'attend que cette occasion ».

Trop de dogmatisme

Lucide, Julien Dray constate que pour le moment, il n'a pas convaincu. En dépit de sa démonstration sur le "risque insensé" qui est pris à "soutenir aveuglement" Najat Vallaud-Belkacem, le vice-président de l'Île-de-France parle à un sourd élyséen. "Trop de dogmatisme" regrette-t-il avant d'avouer : "Je n'ai guère été entendu". Julien Dray a pourtant saisi l'essentiel. La réforme du collège est morte parce que le combat engagé par Najat Vallaud-Belkacem et Manuel Valls est perdu d'avance. Sur un terrain culturel où la droite est dominante depuis des années pour cause de zemmourisation audiovisuelle administrée à haute dose depuis dix ans, la gauche pédagogue est d'ores et déjà vaincue.

Cristallisé sur la question de la mise à mort progressive programmée du latin et du grec, l'enseignement de l'apport historique des Lumières et de la civilisation médiévale, ravalé au rang d'options selon le bon plaisir des élèves, le rejet de la réforme paraît désormais majoritaire.

On avait écrit ici, la semaine passée, que sur un champ de bataille relevant du politique et du culturel, en l'état, la gauche de gouvernement avait tout à perdre, surtout face à un Nicolas Sarkozy qui s'apprêtait en rejouer une mobilisation de type Mariage pour tous, avec Bruno Le Maire en instrument consensuel de combat : nous y sommes.

Les deux erreurs de Manuel et Najat

Najat Vallaud-Belkacem et Manuel Valls se trompent deux fois.

La première en tentant de ramener le débat à un duel traditionnel droite contre gauche. Progrès contre réaction. Mouvement contre immobilisme. Égalité contre élitisme. Quand toute la gauche intellectuelle, dans toutes ses diversités, de Pierre Nora à Michel Onfray, en passant par Régis Debray ou Jacques Julliard, rejoint le plus consensuel des écrivains français de droite, Jean d'Ormesson, la guerre scolaire est perdue d'avance. En France, depuis trois siècles, quand les intellectuels refusent de marcher, c'est que l'idée de progrès n'est pas au rendez-vous. A leurs yeux, c'est le cas avec la réforme du collège signée Vallaud-Belkacem.

La tentative de Libération, dans son numéro de ce mardi, de tenter de mobiliser quelques intellectuels pour défendre la réforme des collèges a fait long feu. Quand Nicolas Offenstadt, intellectuel de Ligue 2 aux yeux de l'opinion, vient expliquer que Pierre Nora, modérément hostile à la réforme Vallaud-Belkacem, est porteur d'une vision identitaire et réactionnaire de l'histoire à l'école, on mesure ce qu'est le drame du dernier carré de la gauche attachée à cette réforme, et sa déconnexion des réalités de l'opinion française. Zemmouriser Pierre Nora dans Libé, il fallait oser...

Des pans entiers de l'opinion de gauche se reconnaissent en Onfray, Debray, Nora ou Julliard. Et même d'Ormesson. En cas de mobilisation massive des contestations contre la réforme du collège, ces pans-là ne soutiendront pas la gauche de gouvernement, comme ils le firent lors de la bataille du Mariage pour tous.

En 2013, dans le sillage de Frigide Barjot, les manifestations massives reflétaient les peurs identitaires d'une France de droite devenue sociologiquement minoritaire. Si pareil mouvement devait se lever contre le projet de réforme des collèges, il serait non seulement massif, comme le pressent Julien Dray, mais également majoritaire, rassemblant des Français de tous horizons. De gauche. De Droite. Du centre. Tous mobilisés parce qu'ayant le sentiment, on dit bien le sentiment, que cette réforme porte atteinte à l'un des derniers bastions républicains encore fédérateurs et porteurs d'espérance : l'école.

On touche là à la seconde erreur de Najat Vallaud-Belkacem et Manuel Valls. Ils se refusent à voir que les Français aiment l'excellence à l'école et refusent que l'on détruise le symbole de la méritocratie républicaine qu'elle porte ontologiquement.

Une anxiété identitaire

Les arguments chiffrés de Manuel Valls se retournent contre lui, donnant raison aux détracteurs de la réforme. "Ils ne sont que quelques milliers à bénéficier de l'enseignement du latin et du grec ou des classes bilangues" avance le Premier ministre pour justifier l'éradication de ces matières et filières. Mais alors, pourquoi abattre, au nom de l'égalité, des matières et des filières qui consacraient des élèves méritants ne dérangeant personne ? C'est en cela que la réforme est génératrice d'anxiété

identitaire, donc de rejet, parce qu'elle donne le sentiment de voler aux excellents pour en faire des mauvais sans donner aux mauvais le moyen de devenir bon.

Répetons-le : les classes moyennes et populaires aiment une école qui promeut l'excellence à travers le latin, le grec, les classes bilangues ou l'histoire des Lumières, parce que même si leurs enfants n'en bénéficieront pas, elles ont le sentiment que cette école est haut de gamme. C'est pour cette raison qu'elles sont sensibles à la campagne déployée autour de l'expression "nivellement par le bas".

Ces classes moyennes et populaires ne voient dans la réforme du collège ni mouvement, ni progrès, mais une égalité de régression par le partage de l'ignorance. Ce n'est pas la question des moyens qui est au cœur des débats autour de la réforme du collège, mais sa philosophie même, qui a contribué à engendrer le sentiment désormais majoritaire que le gouvernement s'attaquait à l'excellence au nom d'une lutte contre de prétendus privilèges.

En vérité, compte tenu de l'état de l'opinion, dont une majorité relative est plus sensible aujourd'hui au discours touchant à l'identité nationale qu'à la République, sur un front culturel marqué par la zemmourisation des esprits, face à une droite sur-mobilisée et une gauche multi-fracturée sur le sujet, la gauche de gouvernement déclenche une guerre scolaire qu'elle n'a aucun moyen de gagner.

Si le gouvernement persiste à vouloir imposer ce projet, la prophétie de Julien Dray pèsera. Pour le moment, même si à certains égards, c'est peut-être injuste, Najat Vallaud-Belkacem et Manuel Valls passent aux yeux des Français pour les auteurs auto-satisfaits de L'Ecole pour les nuls. Une école dont ils ne veulent pas.

Challenge

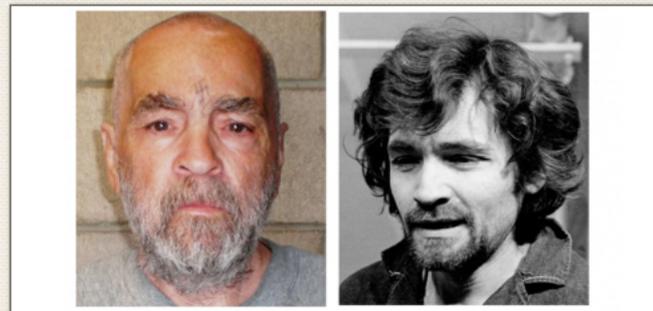
LAPRESSEENREVUE.EU

VIII) Pourquoi tant de femmes sont-elles attirées par les serial killers?

Obs

Par Sylvie Veran

Elles sont des centaines en France, et des milliers aux Etats-Unis, à s'éprendre d'un meurtrier incarcéré. Isabelle Horlans leur consacre un livre.



Tout le monde se souvient d'avoir entendu évoquer l'histoire d'honnêtes femmes tombant amoureuses d'un criminel, telles nombre de celles qui se battent aux Etats-Unis pour sortir un homme du couloir de la mort. Mais personne ne se doute de l'incroyable ampleur du phénomène.

C'est ce que montre le captivant livre de la journaliste Isabelle Horlans, «l'Amour (fou) pour un criminel». Rédigé à partir d'interviews de «killers groupies», d'une sérieuse compilation d'archives, d'articles de presse, de vidéos, de rapports d'audiences, et d'informations récupérées sur des sites où il est possible de communiquer avec les plus abjects tueurs, cet ouvrage - hormis celui de l'Américaine Sheila Izenberg, jamais traduit en Europe- est le premier à traiter d'un tel sujet.

Qu'est-ce qui peut pousser une femme à contacter un homme considéré comme étant la lie de la société? Pourquoi cette macabre attirance? Et pourquoi émane-t-elle essentiellement du sexe féminin? Entretien.

BibliObs Quel est le profil de celles qui s'éprennent d'un meurtrier?

Isabelle Horlans Comme l'indique dans le livre le psychologue et criminologue Suisse Philip Jaffé, qui a très longtemps travaillé aux Etats-Unis, n'importe quelle femme peut tomber amoureuse d'un détenu ou, inversement, un homme d'une prisonnière. Mais il y a principalement deux cas de figure: l'amour

naissant derrière les barreaux et celui qui se déclenche de l'extérieur.

Dans le premier cas, qui concerne tant les femmes qu'un bon nombre d'hommes, personne n'est effectivement à l'abri : visiteurs de prison, avocats, psychologues, psychiatres, et bien évidemment les surveillants. Ces professionnels se retrouvent confrontés des jours, des semaines, des mois, voire des années, à des détenus qui cherchent à se présenter sous leur meilleur jour.

La plupart se sentent très seuls. Ils sont en grande demande de relation amicale et affective. Raison pour laquelle, à de rares exceptions près, beaucoup tentent de provoquer de l'empathie auprès de ceux et de celles qui les approchent quotidiennement. Et, parfois, cela marche au-delà de leurs espérances.

L'autre catégorie concerne des personnes étrangères au monde des prisons.

Celle-ci est presque exclusivement féminine. Il s'agit, d'une part, de personnalités altruistes qui se tournent vers des hommes incarcérés, et plus particulièrement aux Etats-Unis vers des condamnés à mort, parce qu'elles en ont pitié - aux yeux de ces femmes, à l'éducation souvent chrétienne, il faut tout faire pour aider ces brebis égarées à retrouver le chemin de la rédemption.

Il y a, d'autre part, celles qui ont besoin de ressentir le grand frisson. Des personnes qui ont une part de fragilité et s'ennuient un peu dans la vie se tournent vers un criminel, par compassion probablement, mais aussi parce qu'un détenu condamné à une longue peine, voire à mort, ne pourra jamais les importuner et contrarier leur propre existence.

Elles maîtrisent ainsi la situation. Du moins le croient-elles. Car il arrive que certaines - dans ce cas des folles furieuses - finissent par se faire manipuler par le sombre élu de leur cœur. Comme cela est arrivé au Canada à Lorie Kooger qui, à 44 ans, a tenté de violer deux petits garçons pour mieux plaire à Paul Bernardo, reconnu coupable de 43 viols et de 3 meurtres.



Comment explique-t-on l'attrait pour un serial killer?

Cela reste un peu un mystère. Les experts-psychiatres constatent qu'il y a chez ces femmes à la fois de l'empathie, une volonté de se faire peur, et

rebellier que l'on retrouve particulièrement chez des jeunes filles de bonne famille.

L'un des pires criminels de la planète, Charles Manson, 81 ans, qui entre autres meurtres a commandité celui de Sharon Tate, la compagne alors enceinte de huit mois du cinéaste Roman Polanski, est fiancé à une jeune bourgeoise de 26 ans. Il est laid, édenté, et il reçoit pourtant 20.000 lettres par an.

Ce qui m'a frappé, lors de mes recherches, est que je n'ai pas trouvé de femmes à faible quotient intellectuel ou issues d'un milieu modeste. Hormis Monique Olivier, l'ex-épouse et complice de Michel Fourniret. Un cas à part. Elle était dans une grande désespérance lorsqu'elle a écrit en prison au futur auteur d'au moins sept assassinats.

Dans leur immense majorité les autres sont éduquées et intégrées dans la société. Elles ont un entourage aimant, un métier, ou bien suffisamment de hobbies pour occuper autrement leurs journées. Certaines sont même très riches. C'est comme si la femme au foyer au QI de 70 avait d'autres chats à fouetter que de flasher sur un criminel.

Internet a accéléré ce phénomène. Mais celui-ci ne serait pas récent.

Il a toujours existé. Dans les archives de l'affaire Landru, guillotiné en 1922 pour onze meurtres, on trouve 800 demandes en mariage parmi les 4000 lettres enflammées qu'a reçu «le Barbe bleu de Gambais» durant ses quatre années d'incarcération.

Pourquoi les hommes succombent-ils très rarement au charme de criminelles?

Dans l'imagerie populaire une femme qui a tué est ressentie comme étant froide, calculatrice, machiavélique et, de surcroît, castratrice. Elle fait peur. Celles qui tuent leur propre enfant, ou

plusieurs de leurs maris, telle en France Simone Weber, et qui sont surnommées «les veuves noires», font plus trembler les hommes qu'elles ne les attirent.

Ces derniers ne semblent pas dans la même quête affective qu'une femme. Une femme peut manifestement se contenter d'une relation épistolaire. Elle peut même, par commodité personnelle, la rechercher. Un homme a besoin de rencontrer dans la vraie vie la personne avec laquelle il tisse une relation. Ceux qui écrivent à des prisonnières sont rares.

Ils se disent que, dans le meilleur des cas, celle dont ils se sont épris sortira un jour de prison mais, comme ils en ont peur, ils craignent d'être la prochaine victime. Et, dans le pire des cas, ils savent qu'ils n'auront l'autorisation de la voir qu'une à deux fois par mois au parloir. Alors pourquoi faire? S'il n'y a aucune possibilité de relation pleine et entière cela ne les intéresse pas.



Patrice Alègre, jugé pour viols et meurtres en 2002 à Toulouse
(©BORDAS/SIPA)

Le phénomène semble beaucoup plus fréquent aux Etats- Unis qu'en France. Pourquoi?

D'abord parce qu'en France il est extrêmement difficile de correspondre avec un détenu, a fortiori d'aller lui rendre visite en prison - même les journalistes y ont très peu accès - et encore plus de se marier avec lui. Aux Etats-Unis, ou en Scandinavie, n'importe qui peut du jour au lendemain entretenir une relation avec un criminel.

C'est extrêmement facile. Il suffit de se rendre sur les différents sites en ligne de rencontres avec des criminels tel prisonpenpals.com, le plus connu, qui ressemble à s'y méprendre à Meetic. Contrairement à la France où c'est interdit, les prisonniers, sauf les condamnés à mort qui y sont

moins autorisés, peuvent correspondre via Internet. Et dans tous les cas il est possible de leur écrire.

On peut aussi, par ailleurs, entrer couramment en prison après avoir demandé, et rapidement obtenu, un permis de visite au parloir. Puis, éventuellement, revoir l'objet de ses attentes et l'épouser un jour. Durant mon enquête j'ai correspondu sans aucun problème avec nombre de détenus américains. C'est pourquoi des Françaises, totalement découragées par l'Administration pénitentiaire Hexagonale, se tournent vers des criminels américains ou scandinaves.

Quels sont les prisonniers qui ont le plus de «succès» en France?

Les plus sollicités sont les tueurs en série Guy Georges et Patrice Alègre. Guy Georges étant vraiment le chouchou de ces dames. Tous deux ont été très médiatisés. Même si les journalistes français, contrairement à leurs homologues aux Etats-Unis, restent le plus sobre possible lorsqu'ils parlent des serial killers. Et puis, nous en avons heureusement très peu !

Dans un tout autre genre Yvan Colonna, actuellement condamné à la perpétuité pour l'assassinat du préfet Erignac, a reçu beaucoup de courrier de femmes. Mais, maintenant, tout le monde le sait remarié et de nouveau père de famille. Quoi qu'il en soit, il ne répondait pas aux lettres de femmes. Il est absolument hermétique aux midinettes.

Celui qui fait aussi beaucoup fantasmer est le braqueur Antonio Ferrara. Il a un succès fou et, sans conteste, un certain charme.



Guy Georges, à son procès en 2001 (©HADJ/SIPA)

L'épouse de Dany Leprince correspond parfaitement à la groupie instruite et de bon milieu social que vous décrivez.

Dany Leprince est un chanceux. Son cas était assez désespéré. Il n'a pas un physique de séducteur. C'est un ancien dépeceur de carcasses dans un abattoir du fin fond de la Sarthe. Il y a plus glamour. Et il a été condamné à la prison à perpétuité pour l'assassinat de son frère, de sa belle-sœur, et de deux de ses trois nièces.

Pourtant, il va attirer l'attention d'une citadine divorcée, mère de deux grands ados, qui est médecin anesthésiste. Elle gagne bien sa vie et possède une belle maison. Le jackpot ! Grâce à la situation sociale de Béatrice Dany Leprince a obtenu le droit de marier en prison. Et, mieux encore, d'en sortir, en conditionnelle, beaucoup plus tôt que prévu.

Cependant, tous les tueurs en série n'ont pas le même succès. Le Belge Marc Dutroux, par exemple, n'en aucun avec les femmes. Ce sont essentiellement des adolescentes qui lui écrivent. Comme Michel Fourniret il n'a pas de charisme et un physique rebutant. Tous deux sont trop terrifiants pour plaire.

Notre pays a une particularité par rapport aux autres : les femmes préfèrent les voyous aux tueurs. C'est d'ailleurs une constante dans le cinéma français. A l'inverse des films américains qui glorifient les pires serials killers.

Propos recueillis par Sylvie Véran

*L'Amour (fou) pour un criminel, par Isabelle Horlans,
Le cherche midi, 204 p., 16,50 euros.*

Obs

A Suivre...
La Presse en Revue